

Guatemala: qui a peur de la CICIG



Le président du Guatemala, Jimmy Morales, a dévoilé ses craintes lorsqu'il a annoncé que son gouvernement ne prorogera pas le mandat de la Commission Internationale contre l'Impunité, la CICIG, mandat qui viendra à échéance en septembre 2019 avec quoi il met fin à cet organisme créé pour contribuer à la lutte contre la corruption et contre d'autres délits.

Tout le monde sait que le président ne voit pas d'un bon œil le travail de cette entité et en particulier, de son commissaire, le magistrat colombien Iván Velázquez qu'il a déjà essayé d'expulser une fois, mais il a alors été freiné par la Cours pour les Questions Constitutionnelles.

Cette fois-ci, Jimmy Morales est allé un peu trop loin et il a réveillé les démons de la guerre lorsque, dans une démonstration de force, inutile et ridicule, il a ordonné à l'armée de manœuvrer avec des chars et avec des soldats à proximité su siège de la CICIG.

De plus, quand il a fait l'annonce il était entouré de hauts gradés dont plusieurs en uniforme de campagne, ce qui a provoqué l'indignation de la société qui n'oublie pas les exactions commises durant le conflit armé interne qui a duré de 1960 à 1996.

De plus, la décision du président du Guatemala coïncide avec le déroulement, ces jours-ci, d'un avant-procès dans lequel l'on décidera si on lui retire l'immunité afin qu'il réponde devant les tribunaux pour le

délict de financement illicite au cours de la campagne électorale qui l'a porté au pouvoir.

Ceux qui ont mis au grand jour ces actes ont été justement, des enquêteurs de la CICIG, accompagnés d'agents du Ministère Public.

Il est très révélateur que, justement au moment où son poste peut-être en danger, le chef d'état décide de mettre fin à un engagement signé par le Guatemala avec l'ONU en 2006.

La CICIG a ses origines dans l'accord de paix qui a mis fin à plus de trois décennies d'affrontements armés qui ont fait plus de 300 mille morts, des millions de déplacés et quelque 50 mille disparus.

Ce pacte stipule la nécessité d'épurer l'état des groupes de pouvoir parallèles incrustés dans différents secteurs de l'administration publique et qui se livrent à l'extorsion, à la contrebande, au trafic de drogues, à la corruption et à d'autres graves délits.

Face à l'impossibilité qu'un quelconque organisme national puisse s'acquitter de cette tâche, il a été décidé, de concert avec l'ONU, de créer une commission dirigée par des juristes de prestige international et financée par la communauté internationale.

Pendant sa mise en fonctionnement en 2007, elle a participé à de nombreuses affaires dont la plus médiatisée a été l'enquête sur la camarilla appelée « La línea » qui a conduit en prison le président Otto Pérez Molina et l'ex-vice-présidente Roxana Baldetti.

Parmi les questions reprochées à la CICIG figure son étroite collaboration avec l'ambassade des États-Unis, ce qui éveille une certaine suspicion parmi certains secteurs sociaux.

Par contre, pour d'autres, dans un pays étouffé par la corruption qui ronge l'état, son travail est une lueur d'espoir bien que l'annonce du président Morales puisse signifier la fin définitive de son travail et le retour à l'impunité la plus ignominieuse.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/170675-guatemala-a-qui-a-peur-de-la-cicig>



Radio Habana Cuba